

CONDITIONS
D'ABONNEMENT AU "MÉTIS."

Le prix pour un an est de dix
chélinis stg. ou deux piastres
et demie, cours du Canada;
on devra payer cette somme
de suite en souscrivant son
abonnement.

Les bureaux du Métis sont
situés dans la maison
en face de la demeure de
M. Narcisse Marion, à St.
Boniface.

LE MÉTIS

DIEU ET MON DROIT.

LE MÉTIS, JEUDI 19 OCTOBRE, 1871.

FEUILLETON DU "MÉTIS."

JOURNAL D'UN SOLITAIRE.

QUATRIÈME FRAGMENT.

17 Décembre 18...

La famille Belmont.—Histoire de Mme. Belmont.—
La femme chrétienne.—Le Monde et le Christianisme.—
Ce que le Christianisme donne: ce qu'il inspire.—
La divinité.—Maitre Harpon.—Ce que le
Christianisme fait pour l'homme.—L'homme dans
le Paganisme.—La femme en dehors du Christianisme.—
Ce que le Catholicisme enseigne à l'homme
sur lui-même et sur Dieu.

Quand on a un peu voyagé, on est, surtout
frappé de la différence du sort des femmes
dans les pays chrétiens, avec la condition
qui leur est faite partout ailleurs. Certaine-
ment Marianne a bien de la peine, mais
elle n'est pas enfermée comme les sultanes
de Constantinople, n'est pas vendue au mar-
ché comme les femmes noires et blanches
dont j'ai vu trafiquer au Caire. Marianne
n'est pas à porter des fardeaux certains
pendant que je me repose; Marianne mange
avec moi, est respectée dans sa famille
et sa maison: dans des pays que je
pourrais citer, j'ai vu la femme réduite à
une position qui ne peut être comparée
à celle de l'âne du boulanger, notre voi-
sin. Voyez-vous encore, Monsieur Herve
qu'un homme de bon sens comme vous et
moi, qui sait qu'il est libre de faire le bien
ou le mal, puisse se laisser comparer à
tant d'idiot qui sont persécutés qu'ils font
le bien ou le mal fatalement? J'ai observé,
m. h. qui ne suis qu'un pauvre matelot, que
partout où le christianisme n'a pas pénétré,
l'homme a une triste existence; et une chose
qui m'a frappé, c'est qu'à peine nos bons
missionnaires avaient-ils abordé quelque
part, que tout changeait et d'une
manière presque absolue. Si vous doutez
de cette vérité, vous n'aurez qu'à faire un
tour dans l'Océanie, et vous observeriez
combien promptement, dans certaines îles
qui ont reçu la foi chrétienne, les choses
ont changé.

Eh bien M. Herve, il faudrait être bien
plus bonne que Jean Louis, qui pêche des
moules à bas, pour ne pas voir que c'est
à l'Evangile que nous devons le bonheur
dont nous jouissons. N'est-ce pas l'Evangile
qui nous enseigne à nous aimer les uns les
autres, à repousser les horreurs de la ven-
geance, la haine? N'est-ce pas l'Evangile qui
nous apprend à respecter nos femmes et nos
enfants comme nous mêmes? N'est-ce pas
la doctrine et les exemples de Notre-Seigneur
Jesus-Christ, qui inspirent à tant de per-
sonnes de se dévouer au soulagement des
malades et des blessés, qui conduisent les
missionnaires sur toute la face de la terre?
A qui devons nous la paix du cœur et l'es-
perance de voir changer toutes nos misères
et une gloire éternelle, sinon à Notre-Sei-
gneur Jesus-Christ? Car, Monsieur Herve,
j'ai bien souffert dans ma vie; plus d'une
fois l'eau et le bise me l'ont manqué; plus
d'une fois j'ai vu la mort de bien près, et la
parole de miséricorde que j'avais entendue
tout petit enfant, me soutenait. Je deman-
dais pardon à Dieu, du fond du cœur, de
mes fautes, et j'espérais en sa bonté ou pour
ce monde ou pour l'autre. Ai-je tort, Mon-
sieur Herve? Un homme d'esprit comme
vous ne peut pas croire que le plus petit
des Chrétiens ne soit pas bien supérieur au
plus grand chef d'Afrique.

Sans nul doute, Maitre Harpon, vous
avez raison. Non-seulement Notre Sau-
veur est venu racheter le monde, il a donné
à l'homme un bonheur inconnu avant la
predication de l'Evangile; il lui a rendu
une dignité dont ils n'avaient plus, pour
dire, le sentiment. En souffrant sur la
terre, le Saint-Esprit en a changé la face;
l'homme n'est plus un ennemi pour l'homme
l'idée de Dieu a cessé d'être, comme elle
l'était dans l'esprit de la plupart des peuples
celle d'un être cruel, demandant des sacri-
fices sanglants, souvent horribles, objet
de frayeur ou de dérision. Il s'est fait, dans

sa sublime bonté, ami de sa creature, son
conseiller, son législateur, son modèle, bien
plus, sa victime. Aux hommes, il a com-
mandé non-seulement la paix entre eux,
mais l'amour mutuel. N'a-t-il pas dit:
Aimez-vous les uns les autres; traitez voire
ennemi comme vous même; respectez les
faibles et souvenez-vous qu'un verre d'eau
donné en mon nom recevra sa récompense.

—Vous savez cette loi-là Monsieur Herve,
et vous le pratiquez. Je gage que vous
venez de faire encore quelque bonne action;
d'où revenez-vous?

—De la chaumière de M. Belmont.

—Eh bien, je ne me trompais pas. Vous
n'êtes certainement pas allé là pour les
beaux yeux d'Hortense, qui est pourtant
une jolie fille, mais sage et respectable. Ce
sont deux braves femmes, et quand nous
avons fait une bonne pèche, je ne manque
point, en la portant à la ville, de passer par-
là, d'entrer et de proposer à la pauvre ma-
lade quelque poisson, que je mets à si bas
prix qu'elle le prend; si je le lui offre
pour rien; elle n'en voudrait pas; au lieu
qu'en agissant ainsi, je lui fournis un bon
repas sans blesser sa délicatesse.

Nous nous quittons. Je promis, toute-
fois à maitre Harpon, d'assister le lendemain
au baptême de sa petite douzième, comme il
disait.

Certes, les émotions n'avaient pas manqué
à mon cœur, et la courte conversation que
je venais d'avoir avec ce simple pêcheur,
donnait une large matière à mes réflexions.
Sans nul doute, Harpon en savait plus et
sur Dieu et sur l'homme que tous les philo-
sophes de l'antiquité réunis. Certainement
M. Belmont en avait plus appris, en fait de
courage et de résignation, que n'en savaient
toutes les dames grecques réunies. C'est donc
une résignation vraiment divine que celui du
Buisson. J'y trouvai la réponse du général
elle contenait non-seulement un surris de
dérision pour Charles, mais encore l'assurance
qu'il de serait point enlevé à sa mère; j'ex-
pliquai promptement cette lettre à Mme Bel-
mont, et j'ai passé une soirée tout entier à
mediter sur les impressions diverses de cette
journée.

Elle m'ont toutes ramené à cette vérité:
Dieu, dans le Christianisme, a révélé à
l'homme tout ce qui lui importait de con-
naître ou de Dieu ou de lui-même; par ses
préceptes divins, l'homme a conquis le res-
pos, la dignité et le bonheur.

(A continuer.)

Parallele entre les Français et les Allemands.

Tout Allemand vient au monde avec la
conviction de son infériorité vis-à-vis de son
supérieur, et il ne s'en défait jamais absolu-
ment; il s'accommode avec cette conviction avec
le fait, grandit sous la discipline paternelle, se
perfectionne à l'âge de vingt ans par la disci-
pline militaire, et croit, à l'âge d'homme,
des êtres tellement disciplinés à leur entrée
dans le monde, qu'ils ne se permettraient
pas de revendiquer le sein de la nourrice
avec plus d'impetuosité qu'il ne convient à
un citoyen docile et obéissant ayant con-
science de son infériorité sociale.

Le Français, lui, est une creature d'une
tout autre espèce; il a les défauts contraires
il se trouve, dès sa naissance, en opposition
permanente avec tout le monde; dès son
apparition sur la terre, il s'étonne de ne pas
être général de division pour le moins; sa
première bonne est la première forme de
gouvernement qu'il voudrait renverser, son
premier professeur est le premier despote
qu'il écrase sous le poids de son mépris;
adolescent, il se demande si son père ne viole
pas les égards aux-queux a droit un citoyen
libre; homme, il ne rêve qu'à renverser le
pouvoir qui l'humilie quand même; et
quand il n'a pas fait deux ou trois révolutions,
il meurt avec le regret d'avoir failli à sa des-
tinee.

De la fusion de ces deux races diamé-
tralement opposées, ont pu naître le bonheur
pour les deux peuples; tandis qu'abandon-
nées à leurs défauts, divisées à jamais par la
guerre, ils périront peut-être tous les deux,
l'un par l'aveugle subordination, l'autre par

la revolte constante contre tout pouvoir consti-
tuté. La France eût communiqué à l'Alle-
magne sa fière revendication des droits
du citoyen, tandis que l'Allemagne eût appris
à la France que, s'il y a des droits à revén-
diquer, il y a aussi des devoirs à remplir.

ALBERT WOLFF.

Destruction d'une ville.

Il n'y a pas eu de malle reçue du Canada jeudi
dernier: on pense qu'elle a péri dans l'incendie ef-
froyable, qui vient de détruire les trois quarts de la
ville de Chicago. Cet incendie, qui a commencé dans
la nuit du dimanche 8 du courant au lundi 9, a con-
sumé dans l'espace de quelques heures tout le quar-
tier d'affaires de la grande métropole de l'Ouest. Le
lieulement a détruit, ou en a mené des débris dans la
pénurie du lundi, et au moment des dernières dépen-
ches il ne restait plus que des ruines fumantes de ce
qui formait la veule une des plus grandes et des plus
riches cités de l'Union américaine.

Eglises, banques, journaux, bureaux de poste,
hôtels, palais de justice, prison, immenses gares de
chemin de fer, théâtres, usines à gaz, aqueduc, ponts,
elevateurs, salaisons, manufactures, bureaux d'assu-
rance, maisons de briques, de bois, de fer, tout y a
passé; rien n'a résisté. Jamais pareil incendie ne
s'était encore vu. Il faut remonter aux désastres de
Moscou au commencement de ce siècle, et à l'incendie
de Londres il y a deux cents ans pour trouver quel-
que chose qui en approche.

On évalué à trois cents millions de piastres la va-
leur des pertes, et à plus de cent mille les individus
qui en moins d'une journée se sont trouvés ruines et
jetés sur le pavé sans pain ni abri.

Si on se rappelle que Chicago était de toutes les
villes américaines celle qui regnait l'immoralité la plus
éclatante, on s'explique et s'admire le plus facile-
ment le divorce, ou le saut joy du dimanche était le
plus envenimé et généralement violent, on doit voir
le doigt de Dieu dans cette épouvantable calamité
ramassée de Sodome et Gomorre.

LES SENTENCES PORTÉES CONTRE LES CHIEFS DE LA COMMUNE.

Ferré est condamné à mort, à l'unanimité.
Assi est condamné à la déportation dans
une enceinte fortifiée, à l'unanimité.

Urban, circonstances atténuantes, aux
travaux forcés à perpétuité, à l'unanimité.

Billioray, à la déportation, enceinte forti-
fiée, à l'unanimité.

Jourde, circonstances atténuantes, à la
déportation simple, à l'unanimité.

Trunquet, circonstances atténuantes aux
travaux forcés à perpétuité, à l'unanimité.

Champy, à la déportation, enceinte forti-
fiée, à l'unanimité.

Regere, circonstances atténuantes, à la
déportation, enceinte fortifiée, à l'unanimité.

Lathier est condamné à mort à l'unani-
mité.

Rastoul, circonstances atténuantes, dé-
portation simple, à l'unanimité.

Paschal Grousset, déportation, enceinte
fortifiée, à l'unanimité.

Verdure, déportation, enceinte fortifiée
à l'unanimité.

Fersat, déportation, enceinte fortifiée, à
l'unanimité.

Descamps, acquitté.

Victor Clément, circonstances atténuantes
3 mois d'emprisonnement, à l'unanimité.

Courbet, six mois de prison, 500 francs
d'amende, à l'unanimité.

Elysée Parent, acquitté.

M. Henri Rochefort, à la déportation à vie
dans une colonie pénale. Les chefs d'ac-
cusation étaient les suivants:

1. Continuation de la publication d'un
journal après un ordre de suspension.

2. Propagation, dans un mauvais dessein,
de fausses nouvelles de nature à troubler
la paix publique.

3. Excitation, suivi d'exécution, à un acte
ayant pour objet de provoquer la guerre
civile, en armant les citoyens ou en les
engageant à s'armer les uns contre les autres
pour repandre la dévastation, le massacre et
le pillage dans les rues de Paris.

4. Complicité par provocation, suivie d'exé-
cution dans des tentatives de destruction de
propriétés particulières.

5. Complicité par provocation, suivie d'exé-
cution dans le pillage des églises par des
bandes organisées.

6. Complicité par provocation, suivie d'exé-
cution, dans des assassinats.

On sait déjà que, dans sa défense,
M. Rochefort a déclaré n'avoir pas voulu se

laisser mettre en liberté par les Prussiens,
pendant le siège de Paris.

Nouvelles Diverses.

—Nous empruntons à Thackeray la des-
cription suivante que le brillant écrivain
fait des domestiques de grandes maisons à
Londres:

"Gravité blanche à large nœud irrépro-
chable, culottes écarlates ou jaune serin,
taille et ampleur magnifiques; les mollets
surtout sont énormes. Dans les quartiers
élégants sous le vestibule vers cinq heures
du soir, le "butler" assis son journal
à la main, déguste un verre de porto;
autour de lui, des huissiers à chaînes,
des laquais gálonnés, des valets de pied
munis de leur longue canne, regardant d'un
air indolent et seigneurial les bougeois qui
passent. Carrures et culasses prodigieuses
pour contenir un pareil torse! Ce sont les
favoris de la création.

Dans les grandes maisons, on les appaieille;
les deux laquais doivent être de la même
taille, comme les deux chevaux. Dans les
annonces des journaux, chacun d'eux indi-
que sa taille; 5 pieds 9 pouces et demi; 5
pieds 11 pouces. Tant pour la plénitude des
mollets, tant pour la belle attache des pieds,
tant pour la prestance noble; l'air décoratif
leur vaut jusqu'à vingt livres par an de sur-
plus. On les soigne et lisse soignent en consé-
quence. Table servie presque aussi bien que
celle des maîtres: plusieurs sortes de vin et
de bière, et des loirs! Leur extérieur doit
annoncer la richesse et la tenue de la maison;
ils le savent et ils en sont fiers.

"Pourtant leur belle majesté est
passé en proverbe."

—M. de Malijay officier d'Ordonnance de
du général Kaizer, vient d'arriver à Mon-
tréal où il se propose de séjourner pendant
quelque temps.

M. de Malijay est entré au service du St.
Père en 1860, en qualité de Secrétaire du
Colonel Bec-de-Lievre, et y est demeuré
jusqu'à la prise de Rome par les troupes
italiennes, il y a un an.

C'est lui qui représentait le Pape en dépu-
tation au champ de Châlons, lors des der-
niers événements en France.

Il a servi avec distinction dans le corps
d'armée du général Bourbaki, pendant la
guerre franco-prussienne.

Il a été accueilli avec empressement à Mon-
tréal par les zouaves Canadiens, ses anciens
soldats. —N. Monde du 30 sept.

—Voici un fait curieux dû à la foudre:
Pendant le dernier orage, quelques per-
sonnes sortaient d'un repas de noces qui
se faisait chez un restaurateur du cours de
Vincennes.

Tout-à-coup un éclair brille et la tonnerre
se fait entendre. Un jeune homme qui
donnait le bras à une dame ressent une
secousse; mais qu'il n'est pas son étouffe-
ment, quand il aperçoit sa compagne à
moitié dépeignée de ses vêtements! La
foudre, en tombant sur cette dame, suivit
les ressorts de sa crinoline, enleva ses jupons
et les lança à plus de cent pas sans faire
aucun mal à la jeune personne.

Cet accident finira par dégouter de la
crinoline ses dernières adeptes, assez rares
à ce que nous croyons.

—Le Quoquinnappskessomogog House,
est le nom d'un hôtel à Hampton Beach. La
seule consolation qui reste aux voyageurs
en lisant cet assemblage bizarre de syllabes,
est d'apprendre que le propriétaire loge gra-
tuitement ceux qui le prononcent correcte-
ment.

—Le correspondant de la Gazette à Ottawa
contrôle la nouvelle donnée par le Globe de
la retraite prochaine de Sir Francis Hincks
du ministère, pour cause de santé. Il est
vrai, ajoute-t-il, que l'honorable ministre a
eu une légère attaque d'influenza, mais cela
ne l'a pas empêché de remplir ses fonctions
tous les jours.

—M. Gambatta est peut-être l'orateur qui
parle le plus correctement.

Ce n'est pas étonnant; il a tellement hor-
reur des cuirs, que pendant la guerre il four-
nissait à nos soldats des souliers de carton.



ST. BONIFACE.

JEUDI 19 OCTOBRE, 1871.

Histoire des quinze derniers jours.

I.

Tout d'abord, un mot d'explication à nos lecteurs.

Le lendemain de la publication de notre dernière feuille, le 5 du courant, tout notre personnel de rédaction et de composition s'enrôlait pour aller défendre le pays menacé par les feniens, et ne laissait au bureau du *Métis* que bien juste un petit apprenti pour fermer portes et fenêtres. Encore cet apprenti, brûlant du même feu que ses aînés, dut-il se faire violence pour obéir à nos ordres et rester à la maison comme *Home Guard*.

D'où il suit que, ouvriers d'un côté, rédacteurs de l'autre, le journal n'a pu paraître jeudi dernier. Pendant qu'arrivait notre proie d'un côté de la frontière, parlait notre principal rédacteur pour un autre. Enfin, grâce à Dieu, la patrie est sauvée; O'Donoghue ne peut plus nous inquiéter sérieusement; nos braves volontaires se sont bien montrés; le gouvernement américain a fait son devoir et compris son intérêt; français et anglais ont marché ensemble au même danger pour défendre des intérêts communs, et aujourd'hui tout le monde est rentré dans ses foyers.

C'est cette histoire, *quorum pars fabulis*, écoulée entre notre dernière feuille et la présente, que nous allons essayer de raconter brièvement. Rédacteur et proie du *Métis* se sont trouvés réunis lundi soir à leur apprenti justement inquiet; nos bureaux se sont galement ouverts au soleil, mardi matin; et aujourd'hui, 20, nous sommes heureux d'aller rendre la visite hebdomadaire à nos lecteurs: tels les membres d'une même famille se reviennent avec bonheur le lendemain d'une calamité qui les a menacés et à laquelle tous ont échappé.

C'est samedi soir, le 30 septembre, que M. O'Donoghue est arrivé à Pembina, petit village situé à 65 milles environ de St. Boniface et quasi bûn sur la frontière anglo-américaine. Il y était vivement attendu par les gens de l'endroit. On l'avait vu sur la route de Georgetown chevauchant, en excellent cavalier qu'il est, sur un magnifique cheval et portant éperons dorés. Quatre militaires feniens accompagnaient M. O'Donoghue, c'étaient MM. O'Neil, Donnelly, Curley et Kelly, tous colonels ou généraux pour le moins. La rumeur portait l'arrivée d'invasion de cent à quinze cents feniens, et indiquait les endroits où les chefs avaient fait tout l'équipement des caches énormes d'armes et d'ammunitions.

Le dimanche, le commis du fort de la Compagnie de la Baie d'Hudson près de Pembina, apportait cette nouvelle aux autorités en venant mettre à l'abri des entreprises feniennes l'argent et les papiers de son comptoir. Pendant ce temps-là la diligence et la maille allaient leur train accoutumé. Ni l'une ni l'autre ne furent arrêtées durant tout le trouble.

Lundi soir arrive M. McKenney, ancien commissaire de police fédéral, aujourd'hui agent des terres dans Manitoba pour le gouvernement canadien. Il avait passé en chemin l'armée feniennne, et avait pu s'assurer par lui-même de la gravité des choses et de l'imminence du danger.

Muni de tels renseignements, Son Excellence le Lieut-Gouverneur n'hésita plus; il ne pouvait défendre le pays qu'en aidant que la population se montrerait disposée à le faire; il y compta courageusement et avec confiance. Son attente ne fut point trompée. Sa Proclamation, qui porte la date du 3, quoiqu'elle n'ait été distribuée en français que le 5 et le 6 par suite de retard incontrôlables, Sa Proclamation, disons-nous, eut un plein succès. Partout où elle arriva, des réunions s'improvisèrent, il germa des soldats dans tous les coins du pays, et de toutes parts Son Excellence recut les offres les plus cordiales d'appui et de concours actif et sincère.

Les employés du fort Garry formèrent une compagnie sous les ordres de M. D. A. Smith, M. P.; M. Kennedy en organisa une autre; M. Bain une troisième et M. Mulvey une quatrième. Bientôt de petits détachements commencèrent à arriver des paroisses les plus proches, et lorsque le 6 les ordres arrivèrent de marcher à l'ennemi, il fut possible d'expédier une forte compagnie de réguliers canadiens et quatre de volontaires du pays, dont une d'artillerie avec un canon Habillé et pourvus à la hâte n'ayant de la science du

soldat ce que deux jours à peine peuvent en apprendre, commandées par des officiers improvisés pour la plupart, ces milices marchèrent bravement au devant de l'ennemi. Le major Irvine, le major Peebles, le capitaine Gagner tous les officiers canadiens en un mot se montrèrent à la hauteur de la tâche extrêmement difficile que leur imposaient les circonstances.

Ce fut le 6, vendredi soir, entre cinq et huit heures, et par un temps affreux, que les compagnies se mirent en marche par la grande route qui va du fort Garry à Pembina. Ils étaient de 200 à 250 hommes sous le commandement du major Irvine lui-même. On alla camper à quatre milles, près de la demeure de l'honorable M. Hamelin. Il pleuvait à plein ciel, et le soldat s'avangait dans la boue jusqu'à la cheville du pied.

L'eau ne pouvait être aussi prompt parmi la population indigène, métis français, écossais et anglais. À peine y avait-on la signification du mot *fenien*; et si les volontaires déchargés ou les émigrés canadiens, qui avaient déjà vu deux invasions de feniens, s'emportèrent de fureur rien qu'à ce nom, personne n'a le droit de leur en faire grief parce que les habitants du pays n'ont pas fait de même.

L'appel des autorités fut d'abord entendu et accueilli avec enthousiasme par les canadiens nouveaux venus dans le pays; c'est un fait général incontestable et qui, tout en témoignant de la loyauté de ces derniers, doit être sérieusement pris en considération pour bien juger des sentiments de toute la population de la province et de leur sincérité.

Est-ce à dire que rien ne se faisait, que personne ne bougeait d'un côté ou de l'autre? Non, certes, et les événements l'ont prouvé. Partout, il y eut des réunions patriotiques; le clergé remplit son noble devoir comme toujours, et lorsque dimanche après-midi suivant, 8 d'octobre, une députation enthousiaste de deux à trois cents métis français ayant avec eux leurs chefs légitimes et bien aimés, vinrent offrir leurs services au Gouverneur, ils parlaient au nom de la nation entière ralliée sous le même drapeau. Le spectacle était magnifique. Ni les paroles qui furent prononcées de part et d'autre, ni la rencontre des personnages qui y prirent part, ni les sentiments de loyauté, de justice égale et d'union qui y furent exprimés ne s'effaceront de la mémoire d'aucun de ceux qui étaient présents.

Quand toute une population est outragée dans son honneur par des adversaires acharnés et injustes, elle se doit à elle-même de paraître et de parler en corps dans les circonstances solennelles. C'est ce que les métis ont fait.

C'était une occasion exceptionnelle de se venger, eux et leurs chefs, des odieuses imputations de d'oyauté que ne leur avait pas ménagées des ennemis irréconciliables et furieux; les métis ne l'ont pas laissée passer. Ils n'ont mis qu'un jour et deux nuits à rendre leur action commune d'un bout de la province à l'autre; qui oserait donc de bonne foi les accuser de lenteur?

Une chose leur tenait plus à cœur encore que de s'en aller courir dans la prairie brûlée au devant des feniens, c'était de montrer qu'ils étaient unis ensemble, et qu'ils ne se souvenaient plus du passé quand avait soulevé l'heure du danger. Après cela, M. O'Donoghue pouvait se présenter; sa destruction était certaine; et ceci n'est point une vaine bravade pour qui connaît les pays de prairie. Le courage éprouvé des métis, leur manière de se battre et la force avec laquelle ils affrontent toutes les privations.

Dans l'après-midi du samedi, une nouvelle compagnie, composée exclusivement de métis et de canadiens français, fut expédiée à la frontière sous les ordres du capitaine De Plainval. Une partie était montée: M. Fies. Gingras, fut nommé lieutenant, et M. Beaupré enseigne; on voyait dans les rangs, le Dr. Paré, MM. Roy, A. Deschamps, Myrand, Martel, etc.

Avant obtenu l'assurance que les métis garderaient leur organisation accoutumée de la prairie, l'hon. M. Roy réussit à former une compagnie de trente cavaliers équipés en éclaireurs. Dimanche soir, 8, avec le concours des principaux métis, dix cavaliers de St. Boniface sous les ordres de M. DeLajollière, dix de Ste. Anne de la Pointe de Gênes, sous les ordres de M. G. Nolin, et dix de St. Vital et St. Norbert sous les ordres de M. P. Parenteau, père, s'organisaient et avaient instructions de se présenter aux autorités militaires pour service actif immédiat. A ces trois sections, furent ajoutées deux autres d'égale nombre de St. François Xavier sous les ordres de M. Pascal Brehan et M. Briston, respectivement; ce qui porta à cinquante l'effectif du corps, dont M. Brehan fut déclaré chef et guide. De cette façon, chaque paroisse fut représentée.

Le lendemain, lundi, ce parti d'éclaireurs recut ses rations et ses instructions, et mardi matin il se mit en marche pour fouiller toute la partie sud-ouest de la province. L'opinion

publique demandait à être rassurée sur le danger qui pouvait venir de ce côté, et les autorités en ordonnant à cinquante bons cavaliers de pousser une pointe à travers la prairie, du fort Garry à la rivière Pembina, dans les environs de la montagne, agirent avec sagesse et discrétion.

En même temps que s'avançaient nos cinquante éclaireurs, partaient un petit corps de quinze autres cavaliers, métis anglais, commandés par M. Cunningham, M. P. P., de Headingly, qui était chargé d'explorer le pays jusqu'au Portage.

Mardi matin, les nouvelles de la déconfiture absolue et complète de M. O'Donoghue arrivèrent; et dans l'après-midi la colonne du Major Irvine, qui avait rebrousse chemin la veille, rentrait lentement dans le fort.

Les deux corps d'éclaireurs, après avoir mis sept jours à faire leur longue et fatigante course, sont revenus dans l'après-midi de lundi, 16 courant, rapportant l'heureuse nouvelle que tout est véritablement tranquille dans la prairie du côté de St. Joseph de Pembina.

Tel est le récit très abrégé des faits qui se sont déroulés dans notre monde depuis les quinze derniers jours; voyons maintenant ce qui s'est passé à la frontière, et ce qu'est devenue la fameuse invasion des feniens.

II.

HISTOIRE DE L'INVASION FÉNIENNE.

Cette histoire sera courte, car c'est le récit d'un acte de folie coupable et criminel.

M. O'Donoghue avait compté qu'en se présentant sur la frontière avec quelque caisse d'armes et quatre généraux, une partie de la population irait se jeter dans ses bras. L'appellerait son libérateur et le mettrait à sa tête; pour faire quoi? Ce qu'elle aurait pu faire seule l'éte dernier quand la chose lui est venue à l'esprit si elle l'eût seulement voulu. Tel est le plan absurde et insensé qu'on prête à M. O'Donoghue et qui nous paraît confirmé jusque par les faits.

M. O'Donoghue n'a pas su distinguer entre la loyauté d'un peuple qui a toujours été et qui veut rester fidèle, tout en se plaignant de certaines injustices graves qui lui sont faites, et un peuple qui rejette et son gouvernement et les droits qu'il lui accorde et qui désire s'en donner un autre. Il a pris nos plaintes pour des cris de révolution, nos requêtes pour des menaces d'annexion aux États-Unis, et notre résolution d'obtenir justice pour une détermination de renverser le Gouvernement de la Reine. La méprise ne pouvait être ni plus lourde, ni plus inexplicable.

Après avoir voyagé plusieurs fois entre Pembina et la Pointe à Michel durant les premiers jours de son arrivée, M. O'Donoghue crut le moment venu d'agir, et le cinq vers sept heures du matin, le général Curley à la tête d'une trentaine de feniens venait s'emparer des deux ou trois maisons qui forment le fort de la Compagnie de la Baie d'Hudson à Pembina, et en prenait possession au nom du gouvernement provisoire de Manitoba. Ce fort se trouve précisément bâti sur une lisière déterminée réclamée par les deux gouvernements anglais et américain. Agissant d'après des instructions très précises, le Colonel Wheaton, commandant les troupes américaines de Pembina, était sur ses gardes. Il n'eut pas plutôt appris le mouvement des généraux feniens qu'il l'expédia une escouade sur les lieux avec ordre d'arrêter les pillards. Messieurs les généraux ainsi que M. O'Donoghue furent pris comme dans un filet, et tous, officiers comme soldats, se hâtèrent de disparaître en apercevant l'uniforme américain.

Quatre métis, Gordon à leur tête, arrêtèrent M. O'Donoghue à quatre milles de la frontière sur le territoire anglais. Se voyant pris, celui-ci tira ses pistolets, et s'adressant aux quatre hommes, il leur dit d'un ton décidé qu'il les suivrait si leur intention était de le remettre entre les mains du Colonel Wheaton; mais que s'ils voulaient le livrer aux autorités anglaises le premier qui lui toucherait serait un homme mort. Connaissant le caractère déterminé de leur prisonnier, nos métis, ajoute la nouvelle, auraient conduit M. O'Donoghue à la frontière américaine où le Colonel Wheaton l'a arrêté immédiatement. Le 7 au soir, M. le Consul Taylor en communiquait le fait à S. E. le Lieut-Gouverneur par une dépêche officielle qu'il recevait du Colonel Wheaton.

Le lundi, 9, MM. O'Neil, O'Donoghue, Curley, Donnelly et Kelly subirent leur procès devant le magistrat Foster de Pembina. Il fut, paraît-il, impossible au Col. Wheaton de trouver un seul témoin contre ses prisonniers qui durent conséquemment être relâchés. Les généraux O'Neil et Donnelly ont quitté immédiatement Pembina après avoir emprunté de l'argent de leurs amis pour faire le voyage; MM. O'Donoghue et Kelly ont demeuré. Ils sont aujourd'hui comme les lions à qui on a coupé les griffes; ils peuvent growler, mais ne peuvent plus faire grand mal.

Si les annales militaires des feniens continuent à s'enrichir de pareils faits d'armes; si à Fort Erie, à Pigeon Hill, on ajoute maintenant Pembina, leur histoire risque fort d'être aussi méprisable qu'odieuse aux yeux du monde civilisé. C'est que la vérité, la justice, le respect des droits d'autrui n'est pas dans le cœur de ces hommes; leur société est essentiellement mauvaise, et l'Eglise catholique, cette gardienne incorruptible du juste et du vrai, l'a frappée d'anathème en retranchant de son sein tous ceux qui en font partie.

En terminant ce court précis de la quinzaine, disons à louange de nos chefs, soit religieux, soit civils, soit militaires que tous ont accompli dignement et promptement leurs importants devoirs. Il y a eu concours cordial, entente partout; que ce soit le signal heureux pour notre jeune pays d'une ère nouvelle d'oubli du passé, d'union et d'espoir dans l'avenir.

A quelque chose malheur est bon.

La seconde Proclamation.

Nous n'avons pas besoin de signaler à l'attention du lecteur la seconde proclamation de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur Archibald. Ce document, rédigé avec clarté et une rare concision, est l'ouvrage officiel et diplomatique des événements qui se rattachent au fiasco fénien. Les faits ainsi racontés forment une page de l'histoire contemporaine de Manitoba, et les qualités littéraires du morceau n'en forment pas le moindre mérite.

Ce pendant, il y a des choses que la proclamation ne pouvait dire et qu'il importe essentiellement de faire connaître. Il ne suffit pas de notre temps de constater la fidélité et la loyauté d'une nation décriée, méprisée et calomniée; la louange venant de la première autorité civile du pays est précieuse, sans doute, surtout tombant de la bouche d'un homme aussi distingué et aussi universellement aimé que M. le Lieutenant-Gouverneur Archibald; mais il faut encore qu'un dehors comme au dedans on sache par quelles influences auxiliaires un si beau résultat s'est trouvé amené.

Nous ne surprendons assurément personne quand nous disons que le mécontentement contre le gouvernement canadien était général parmi la population indigène du pays, française et anglaise, au moment où M. O'Donoghue se présentait en libérateur sur nos frontières.

Des promesses solennelles lentes à s'accomplir, la conduite des volontaires canadiens durant l'hiver dernier, certaines tergiversations du ministère d'Ottawa au sujet des réserves et des privilèges de commune et de coupe de bois des métis français et anglais, certaines imprudences des arpenteurs; en fallait-il davantage, non pour déterminer la population indigène à secouer son zèle patriotique, mais au moins pour refroidir son zèle patriotique?

Ce que l'on aime on le défend bien; et pour des gens droids, peu au fait des avantages de telle ou telle constitution, dont la bonne foi était facile à surprendre et pour qui le mot de *fenien* ne signifiait rien, il a fallu des efforts et un travail mou pour lui faire oublier ses griefs, lui exposer la situation sous son vrai jour et l'amener à s'unir comme un seul homme pour la défense de sa Souveraineté, de ses loyers et de ses droits de sujets anglais menacés.

Ces efforts et ce travail d'éclaircissement et d'union ont été parmi les métis français l'œuvre du clergé et de M. Louis Riel, secondés par quelques hommes d'exons. Ni le clergé, ni M. Riel n'avaient besoin de cette épreuve solennelle et décisive pour montrer leur attachement sincère, constant et inébranlable aux institutions britanniques; l'histoire impartiale des événements de 1869, 70 et 71 est la pour l'attester. M. Riel, tout proscrit qu'il est par la haine de certains hommes et de certains journaux qui n'ont cessé de l'accuser de loyauté et de trahison envers sa Souveraineté, M. Riel menace de mort devant par les feniens, derrière par les orangistes, n'a pas hésité à remplir ses devoirs de citoyen lorsque l'heure en a sonné. Consulté par ses compatriotes accourus de toutes les paroisses sur la résolution à prendre, et s'il fallait ou non marcher avec les orangistes, cet homme de cœur n'en a qu'une réponse à donner et elle a été la même pour tous:

— « Il ne s'agit plus ici d'orangistes, ni de traîtres, ni d'adversaires, leur a-t-il dit; les droits et libertés que vous avez si cherement achetés sont gravement menacés; notre devoir est d'aller en avant sans regarder en arrière. Le pays est attaqué; le représentant légitime de la Reine vous appelle à défendre la patrie; prenons les armes et défendons-la. C'est notre devoir à tous. Mais surtout, ajoutez-il, ne nous divisons pas; que l'action soit unanime; par là l'expression de nos sentiments si injustement soupçonnés et calomniés sera plus éclatante et plus solennelle. Il faut

"que la nation fasse encore une fois preuve d'abnégation; donnons encore cette preuve, au risque même de voir ce grand acte d'odieusement travesti et interprété par nos adversaires."

Voilà comment M. Riel a parlé. Ses efforts pour obtenir le résultat désiré ont été incessants; il y a travaillé la nuit et le jour, en montrant cette activité indomptable, cette énergie et ce tact extraordinaire qui le distinguent à un si haut degré. La nation mettra à l'épreuve qu'il était toujours son chef; c'est à lui qu'on s'adressait de toutes parts, et c'est des réunions tenues chez lui qu'est parti le mot d'ordre du devoir. Ce qu'il a souffert et ce qu'il souffre encore, ses compatriotes comprennent que c'est à cause d'eux, et ils savent s'en souvenir dans les circonstances solennelles.

M. Louis Riel a eu une nouvelle occasion de se montrer, non pas tel que le voudraient ses ennemis acharnés, mais tel qu'il est et tel qu'il a toujours été. Lui en tiendra-t-on compte? J'espère le contre l'espérance même.

Le dissentiment politique entre lui et M. O'Donoghue est ancien; sous le gouvernement provisoire, pendant que M. O'Donoghue travaillait dans le sens de l'annexion, M. Riel travaillait en sens contraire, et si la Rivière-Rouge est restée province anglaise, il y a des gens qui savent à qui nous en devons le bienfait.

Au risque de déplaire à beaucoup de nos amis d'une autre origine, nous avons cru de notre devoir de journaliste impartial de rendre aujourd'hui à chacun la part de mérite qui lui revient dans la belle attitude qu'a prise notre population. Notre devoir et héroïsme chargé a fait son devoir comme à l'ordinaire, et les chefs de la population l'ont activement, sincèrement et considérablement soutenu; et si nous avons mis parmi ces derniers M. Louis Riel plus particulièrement en lumière c'est que le devoir accompli par lui dans les circonstances pénibles où on le laisse devenir un acte de vertu héroïque qu'il faut proclamer à l'honneur de la pauvre humanité.

Prenez garde au feu.

Nous mettons la presse du Canada en garde contre les assertions fausses, mensonges et calomnies qu'un *journal égaré* de Winnipeg débite en ce moment contre tout ce que Manitoba renferme de plus respectable et de plus digne dans la hiérarchie religieuse et civile.

Ne reculant devant aucun moyen, le *journal égaré* en question a fait souscrire une déclaration à un pauvre imbécille nommé François Charrette, commis ou homme d'écurie chez le Dr. Schultz. Mis à la porte par le magistrat chez qui le beau père du fameux Schultz avait mené pour asseoir la déclaration en anglais qu'on lui avait rédigée, le pauvre fou s'est laissé conduire chez un second magistrat qui s'est montré plus facile.

C'est sur de pareils faits, que pourrait démentir au besoin toute une paroisse, que le *journal égaré* lance les calomnies les plus viles; et nous devons nous estimer encore bien heureux si le *Globe* de Toronto, et après lui une partie de la presse canadienne, n'accepte pas ces faits comme mot d'évangile.

L'Honorable Surintendant des Ecoles, di vision catholique, commença mardi la visite des écoles de sa juridiction.

Nous parlerons jeudi prochain de l'excursion militaire d'un corps de 30 miliciens éclairés qu'on passe huit jours à explorer les centaines de milles de prairie située au sud-ouest du fort Garry pour tâcher de découvrir les traces des mille feux qu'on y disait caches. Ce corps était sous les ordres de MM. les Capitaines Royal, Brelan, C. Nolin, Lajudière, Parenteau et M. Birston.

Nous ne saurions louer trop publiquement les efforts et la belle conduite de M. l'Adjudant Gagnier dans les dernières affaires.

Ses qualités militaires incontestables, sa franchise, sa popularité parmi la population ont servi considérablement la cause qu'il défend. Voilà un militaire dont le Ministère de la Milice à Ottawa devra être fier de compter parmi ses premiers officiers.

Les employés de la Compagnie de la Baie d'Hudson ont montré un rare zèle à se former en compagnie au premier appel qui leur a été adressé. Bourgeois, Commis, employés, sous-employés, journaliers, tous ont bravement pris le mousquet et en peu de temps sont devenus aptes au service. Leur drill était réellement remarquable.

L'exemple de M. D. Smith, Commissaire en chef, dont l'activité et les services ont été d'un grand poids dans les événements qui

viennent de se passer, n'a pas peu servi à rehausser leur zèle.

MM. C. T. L. Clarke, bourgeois du fort Carlton, et Christie, bourgeois du fort des prairies ou Edmonton, n'ont pas voulu partir pour le Nord tant qu'il y a eu quelque danger, quoique leur départ fut fixé avant aujourd'hui. Eux aussi voulurent payer de leur personne. C'est un bel exemple dont la province devra leur tenir compte.

Ces messieurs ne se sont mis en route que mercredi pour leur lointaine stations.

Nous n'avons pas vu avec un moindre plaisir notre ami, M. J. W. McTavish, commis en charge du fort Garry, et M. P. P. Driller dans les rangs comme le dernier des militaires. Voilà ce qui s'appelle payer de sa personne.

La promptitude avec laquelle s'est organisée la colonne de défense partie pour aller à la rencontre de l'ennemi, le 6 du courant, fait le plus grand honneur au Major Irvine.

Les qualités militaires d'un soldat ne brillent guère dans les détails monotones de la vie de garnison; il leur faut l'épreuve de la guerre. M. le Major Irvine a eu le bonheur d'avoir cette épreuve dont il est sorti triomphant. En le désignant pour rester ici à la tête des troupes canadiennes, Sir George E. Cartier a eu la main heureuse; il vient de prouver qu'il a mis *the right man in the right place*. Aussi, après avoir vu le Major à l'œuvre, lui souhaitons-nous l'avancement dû à son mérite.

Nous en devons dire autant du Major Peebles, chargé de l'intendance militaire. On se rappelle qu'à Fort Erie et à Pigeon Hill, lors des deux premières invasions fiévreuses en Canada, nos volontaires ont dû partir souvent sans un biscuit dans leur havresac faute d'organisation ou de capacité dans cette importante branche de l'art de la guerre. Un soldat affamé, mal vêtu, mal armé, n'est pas d'ordinaire un bon soldat. La hâte avec laquelle il a fallu approvisionner notre petite armée de défense n'a pas cependant empêché M. le Major Peebles de fournir tout ce qu'il a fallu pour l'équiper en campagne.

Il règne en ce moment un violent vent du sud qui nous apporte une poussière très épaisse. Le feu ravage encore nos terres; pourtant, nous pensions que tout était brûlé.

L'ÆTNA.

Compagnie d'Assurance sur la vie de Hartford, Conn.

Incorporé A. D. 1860. — A commencé des affaires en Canada en 1850.

Actif accumulé 1er Sept. 1870, au-delà de \$15,000,000	
Revenu annuel.....	6,000,000
Surplus, sur le passif, près de.....	3,000,000
Dépense et les mains du gouv. Canadien	100,000
Déjà payé à des Veuves et à des Orphelins en Canada, près de.....	150,000

R. SIMPSON,
Agent pour Manitoba.
Winnipeg, 19 juillet, 1871.

AVIS PUBLIC.

EST par le présent donné que la soussignée a pris pour sa part des terres octroyées aux Métis, à partir du lot 254 qui se trouve inscrite, le tout en attendant que les droits de qui ce sont aient été alloués.

MARGUERITE CONSOLÉ.

M. R. Bellefeuille.

DESIRE informer le public qu'il a fait des améliorations à sa boutique de tannerie. A St. Norbert, et qu'il est prêt à satisfaire avec promptitude et le plus grand soin, ceux qui voudront lui donner des commandes. Le cuir qui sort de son établissement est de première qualité.

JAMBONS!

ÉPAULES!

LARD!

UN bel choix de JAMBONS PRÉPARÉS AVEC SUCCÈS, DÉPAULÉS, ainsi qu'une grande quantité de LARD viennent d'être reçus par le "Selkirk", et sont offerts en vente au débarcadere du "Selkirk".

Ces marchandises ont été légèrement mouillées, et seront vendues à des prix extrêmement réduits.

BILL GRIGGS et Cie

CASGROVE ET LENNON.

Au Salon Rouge.
"RED SALOON."

Vins et liqueurs de choix.

12 Juin, 1871.



PROCLAMATION.

PROVINCE DE MANITOBA.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

(Signé,) ADAMS G. ARCHIBALD.

A tous ceux que les présentes peuvent concerner :

SALUT :

A nos très-aimés et fidèles membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de notre Province de Manitoba, sommés et appelés à une assemblée de notre Assemblée Législative, qui devait se tenir et avoir lieu, en notre ville de Winnipeg, le vingt-huitième jour de Juin, et à chacun de vous,

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Manitoba se trouve convoquée pour le 12ème jour du mois d'Octobre courant, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents.

Sachez maintenant que pour diverses clauses et considérations et pour le plus grand aise et commodité de nos bien-aimés sujets, nous avons cru convenable, par et de l'avis de notre Conseil Exécutif de notre Province de Manitoba, de vous exempter et chacun de vous, d'être présents, au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Assemblée Législative de notre Province, en notre ville de Winnipeg, le vingt-troisième jour du mois de novembre prochain, pour y prendre en considération l'état et le bien-être de notre dite Province, et y faire ce qui pourra sembler nécessaire, ce à quoi vous ne devez manquer.

En Foi de Quoi nous avons fait rendre nos présentes lettres-patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Manitoba. Témoins notre fidèle et bien-aimé l'Honorable Adam George Archibald, Lieutenant-Gouverneur de notre Province de Manitoba, membre de notre Conseil Privé pour le Canada, etc., etc. A notre Hôtel du Gouvernement à Silver Heights, ce 3ème jour de juillet, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze; de notre règne, la trente-quatrième.

Par Ordre, THOS. HOWARD,
Secrétaire Provincial.



BUREAU DE SANTÉ.

Winnipeg, 8 Septembre 1871.

Le Bureau de Santé nommé en vertu de l'Acte de santé et de quarantaine de 1868 a nommé les Docteurs Turver et Parr pour inspecter les différentes maisons de la ville et des environs, et en faire rapport aussitôt au Bureau. Attendu que la présence des fièvres typhoïdes de la pire espèce dans la ville, il est décidé d'adopter les mesures préventives les plus strictes.

THOMAS HOWARD,
Secrétaire du Bureau de Santé.

RESERVE DES METIS.

M. NORBERT NOLIN, de la POINTE DE CHENES, donne avis qu'il a pris et qu'il réclame le terrain suivant: 24 chaînes de largeur de chaque côté de la Rivière la Seine, au PIED DE LA TRAVERSE, entre Augustin Nolin et André Naud.
2o A la rivière des Sources, 24 autres CHAINES entre Augustin Nolin et Auguste Harrison, sur la rive droite de la rivière.
Pointe de Chénés, 17 Octobre, 1871. 6f.

Terres des Ecoles.

UNE réunion de la 18e division ou arrondissement tenue le 14 du courant et dont avait été élu président, A. Logan ex. fu. élu Président et W. G. FONSECA ex. fu. élu Secrétaire.

Il fut résolu à l'unanimité que la 18e division aurait besoin de 12 sections de terrain lesquelles formeront un carré autant que possible, et qui sera borné à l'Ouest par la ligne Est du chemin de la Paroisse St. James, au Sud et à l'Est par la ligne d'arrière des lots de l'arpentage actuel, et borné au Nord par une ligne tirée de telle manière qu'elle renfermera les 12 sections réclamées.

Il fut aussi résolu que le secrétaire reçoive instructions de mettre à exécution l'objet de l'Assemblée.
(Signé,) W. G. FONSECA,
Secrétaire.

RESERVE DES METIS.

M. AUGUSTIN NOLIN, de la POINTE DE CHENES, donne avis qu'il a pris et qu'il réclame le terrain suivant: 24 chaînes de largeur de chaque côté de la Rivière la Seine, au PIED DE LA TRAVERSE, entre J. Bie, Lapointe et Norbert Nolin.
2o A la rivière des Sources, 24 autres chaînes de largeur, entre Norbert Nolin et Francis Nolin, sur la rive droite de la rivière.
Pointe de Chénés, 17 Octobre, 1871. 6f.

Preparez vous pour l'hiver.

POÊLES DE CUISINE

Grands et petits avec Fourneaux de toutes variétés,

POÊLES DE SALON

CHEZ

JAMES H. ASHDOWN

AU

MAGASIN DE FERBLANTERIE.

FOURNEAUX DE FFRME.

BOUILLOIRES À PEMMICAN.

Chaudières! Chaudières! Chaudières!

BOUILLOIRES À THÉ,

BOUILLOIRES DE CUIVRE,

Etc., etc., etc.

JAMES H. ASHDOWN.

Dr. L. A. Paré.

Diplômé de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal et de la Faculté Victoria.

L'honneur d'informer le public qu'il vient d'arriver à la Rivière-Rouge et qu'il est prêt à donner ses soins à toutes les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance.

Jusqu'à ce qu'il ait un bureau permanent, s'adresser au magasin de M. F. Gingras, maison ou demeure le Consul Américain.

Winnipeg, 14 juillet, 1871.

J. B. CAMPBELL.

M. D. M. C. P. S. Ont.

Ci-devant du 1er. Bat. d'Ontario.

Médecin, Chirurgien, etc.

S'adresser au magasin de MM. Wilson et Hyman, Winnipeg, marchands de vêtements confectionnés, chaussures, etc.
12 Juin, 1871. 6m

HOTEL DAVIS, WINNIPEG.

M. Davis a constamment en vente LES VINS ET LIQUEURS LES PLUS CHOISIS ET DE TOUTES SORTES qu'il débite à

MEILLEUR MARCHÉ

Que n'importe où dans Winnipeg.

N. B.—Son assortiment en magasin est considérable.

R. A. DAVIS,
Propriétaire.

23 Juin, 1871.—1a.

ROYAL ET DUBUC

Avocats et Notaires

DE LA

PROVINCE DE MANITOBA.

MM. Royal et Dubuc informent le public de Manitoba, qu'il tiennent leur bureau d'Avocats dans le haut de la grande maison McEwen, à Winnipeg, ainsi qu'à l'imprimerie du Métis, à St. Boniface, où on peut les voir tous les jours depuis neuf heures et demie du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi.

MM. Royal et Dubuc se chargent de faire les actes de vente, revendre les titres de propriété, les préparer pour l'enregistrement, etc., etc. Ils donnent également leurs attention à toutes les affaires commerciales, collections, etc., dont on voudra les charger.

MM. Royal et Dubuc suivront les termes des Cours Supérieures et d'Appel dans les divers districts de la Province.
St. Boniface, 27 Mai 1871.

1871.

1871.

St. Paul**AU
FORT GARRY.****Ligne de HILL GRIGGS et Cie.**

Nous sommes prêts à transporter
des passagers et du fret de
St. Paul au Fort Garry.

Voyage fait entre six et sept
jours.

Les voyageurs ont droit à la quantité ordinaire de
bagage allouée sur les chemins de fer et les bateaux à
vapeur. Tout bagage excédant 50 lbs. de pesanteur
devra payer sur les diligences (stages.)

Tarif de St. Paul au Fort Garry.

Première classe \$28.50
Seconde classe 25.00
Fret par 100 lbs. 4.00

Enfant entre les âges de quatre à douze ans, moitié
prix.

Billets en vente à tous les bureaux principaux de
chemins de fer et de bateaux à vapeur.

HILL GRIGGS et Cie.

10 Juin, 1871.

j-n-o



LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR sera au Fort
Garry les MARDIS et VENDREDIS depuis 11
heures A. M. jusqu'à 4 heures P. M., pour donner
audience aux personnes qui ont quelque affaire à
traiter avec Son Excellence.

GEORGE W. HILL,

Secrétaire Privé.

Mai, 1871.

Nouvelles Marchandises

REÇUES PAR LE

Vapeur Selkirk.

J. G. SONDERMANN,
MARCHAND TAILLEUR,

DE

WINNIPEG, MANITOBA.

ANNONCE au public de la Rivière-Rouge qu'il a
reçu par le dernier vapeur SELKIRK, un
assortiment choisi de marchandises françaises,
anglaises et américaines, à savoir :

Drap noir double largeur, Doestins noirs, Casimires
de fantaisie, Tweeds unis, Drill uni et de couleur,
patrons de gilet de Marselles et casimir, fouritures
de tailleur.

Bonne coupe et bon marchés garantis.

AGENT POUR LES

Fameuses machines à coudre de Singer.

RÉFÉRENCES :

Mmes. J. H. McTavish, Donaldson, E. L. Barber,
Mrs. R. Tait.

Aiguilles, soie, coton, fil, et huile pour machines à
coudre.

Winnipeg, 19 Juin, 1871

1-aa

G. H. KELLOND,

**MENUISIER CHARPENTIER ET
MEUBLIER,**

SE charge d'exécuter avec promptitude et à la
satisfaction des pratiques toutes les commandes
qui lui seront confiées.

Ses ateliers sont situés vis-à-vis le bureau du
MANITOBA, à Winnipeg.

Winnipeg, 27 Mai, 1871.

1 m.

PAIN! PAIN! PAIN!

Je désire informer les citoyens de Winnipeg et des
environs que j'ai ouvert une boulangerie dans la
batisse McDermot, en arrière du BUREAU DES TRAVAUX
PUBLICS, et je suis prêt à fournir du pain de première
qualité.

Le pain sera livré régulièrement dans toutes les
parties de la ville à tous ceux qui enverront leurs
ordres, au prix de quatre sous par pain de deux livres.
Je pourrai aussi confectionner toutes sortes de
gâteaux et biscuit.

JOHN HACKETT.

CARROSSERIE DE WINNIPEG.

THOMAS LUSTED.

CAROSSES, buggies, sleighs et cutters fabriqués à
l'atelier ci-dessus.

Toutes commandes exécutées promptement. Ré-
parations faites avec soin.

L'Atelier de M. Lusted se trouve en arrière du
moulin à vapeur de M. A. McDermot, à Winnipeg.
Winnipeg, 27 Mai, 1871.

WM. CHAMBERS.

**ARMURIER,
VILLE DE WINNIPEG.**

ARMES A FEU A VENDRE.

Réparations de toute sorte exécutées sous le plus
court délai et à des prix raisonnables.

Winnipeg, 27 Mai, 1871.

1-aa

WILSON ET HYMAN.

ONT reçu les marchandises suivantes, sur lesquelles
il attirent respectueusement l'attention du
public :

Gilets cousus et crampés,
Pantoufles, slippers simples et de goût,
Chemises fines blanches, simples et à garnitures,
Hardes de printemps et d'été,
Chapeaux, — Casquettes, — Cirage,
Chaussures, bottes, parapluies,
Mouchoirs blancs et de couleur,
Cuir à Semelle, cuir de couleur,
Cuir à ceinture, à harnois,
Papeterie, — Cigares de choix.

WILSON ET HYMAN.

27 Mai, 1871.

aa-ch. 1 p. m.

MEDICAL HALL.

NOUS attirons respectueusement l'attention du
public sur notre nouvelle importation de
MARCHANDISES DE GOUT qui vont d'arriver.
Elles sont d'une classe supérieure à tout ce qui a été
jusqu'aujourd'hui importé en ce pays, et ne peuvent
être surpassées pour la variété et la qualité. Les
ayant achetées dans les premiers établissements, on
peut garantir qu'elles donneront satisfaction.

Dans notre assortiment considérable se trouvent les
articles suivants :—

Huile à cheveux,	Pommade,
Brosses à cheveux,	Peignes de toilette,
Brosses à dents,	Boîtes à poudre de toilette,
Brosses à ongles,	Restaurateurs de chevelure,
Savonnets,	Teintures pour cheveux,
Brosses à chaussures,	Miroirs,
Épingles à cheveux,	Savon Windsor,
Fards,	Huile,
Savon à détacher,	Teintures liquides,
Pinceaux de poil de	Colle de charpenterie,
chamois,	Médecines brevetées,
	etc., etc., etc.

Ainsi qu'un assortiment considérable
D'ÉPICERIES,

Comprenant Thé, Sucre, Café, Epices, Fruits
Conservés, SALADES, HAREMS DE MER, Montre,
Homards Conservés, et tout ce qui est en rapport
avec ce genre de commerce. Vendu aux plus bas
prix possible pour argent comptant ou des produits
de la campagne.

Les commandes de la ville ou de la campagne
seront promptement exécutées.

JAMES STEWART ET CIE.

Winnipeg, 27 Mai 1871.

ja-o.

**SAMUEL FOWLER,
WINNIPEG.**

Courtier de Douane, Notaire, agent général de
terres, etc., etc.

M. Fowler espère, par l'attention avec laquelle il
s'acquittera des affaires qu'on voudra bien lui confier,
mériter le patronage du public mercantile de
Manitoba.

Winnipeg, 27 Mai, 1871.

aa

Nouveau Restaurant.

A la porte voisine de l'Hôtel Davis,
du côté Sud.

LES soussignés désirent informer le peuple de
Manitoba qu'il viennent d'ouvrir un Restaurant,
où de bons repas chauds pourront être obtenus à
toute heure.

KEATES ET CALLAHAM.

Gen.



GAZETTE DE MANITOBA.

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

ST. BONIFACE, 18 OCTOBRE, 1871.

Au peuple de la Province de Manitoba.

AU NOM DE LA REINE, je vous remercie tous et chacun en particulier de la prompti-
tude et de l'ardeur avec lequel vous avez volé à la défense du pays du moment que la
Proclamation de Sa Majesté vous y a appelés.

Aussitôt que les bruits d'une invasion féniennne eurent pris de la consistance, ma
grande préoccupation fut de voir notre population, oublieuse de ses différends passés,
s'unir comme un seul homme pour faire face à la bande de mécréants, l'écume des
villes américaines, qui s'accumulait sur nos frontières pour piller, voler et incendier nos
demeures.

J'avais raison de croire que l'envahisseur basait toute l'espérance de son succès sur
le fait que nos divisions intestines lui jetteraient entre les bras une partie de la population.
O'Donoghue, l'un des chefs de la bande, avait même assuré à ses compagnons
qu'à leur arrivée sur les lignes, plusieurs habitants de cette province mécontents de
leur Souveraine s'empresseraient d'aller grossir leurs rangs et les aider dans leur
odieux complot d'invasion.

Les événements de ces jours derniers ont donné le plus éclatant démenti à cette
calomnie. Notre population toute entière a pris aujourd'hui une attitude qui est loin
d'encourager ces pillards sans foi ni loi.

Mardi, le 3 Octobre courant, je fus informé à n'en pouvoir douter qu'une invasion
menaçait le pays.

Le lendemain, je lançai une Proclamation dans laquelle je vous faisais appel afin de
vous réunir dans vos paroisses respectives et de vous enrôler. Cette proclamation fut
distribuée dans toute la province, et dès le jour même le peuple des paroisses anglaises
s'était réuni et je recevais de toutes parts des listes de noms qui m'attestèrent à ma dis-
position 1,000 hommes prêts à prendre le fusil et à marcher contre l'ennemi.

Des réunions se tinrent également dans les paroisses françaises, et le même soir,
j'apprenais de bonne source que ma proclamation rencontrerait partout un écho loyal.
Je remarquai que l'expression de cette loyauté devait être telle qu'elle ne pût souffrir
aucune équivoque; il me fut répondu qu'il en serait ainsi et qu'elle serait satisfaisante.

J'ai vu les rapports reçus de la frontière nous apprendre à coup sûr que l'invasion
était imminente, et le lendemain ordre fut donné à un corps de troupes de partir pour
la frontière.

Le Major Irvine forma ce corps du gros des compagnies stationnées au fort, de deux
compagnies levées à Winnipeg sous les capitaines Mulvey et Kennedy et d'une com-
pagnie de canadiens et métis français sous le capitaine De Plainval.

Deux heures après l'ordre donné, deux cents hommes pourvus d'ammunitions,
d'accoutrements et d'équipages de campement traversèrent l'Assiniboine en route pour
la frontière. Ce mouvement fut exécuté de façon à faire le plus grand honneur au
Major Irvine, aux officiers des différents corps et aux hommes.

Les troupes continuèrent d'avancer jusqu'à ce que de nouveaux événements rendi-
rent inutile de le faire.

J'ai vu midi, le Colonel Wheaton, Commandant les troupes stationnées à Pembina,
compréhant les devoirs internationaux dont il se trouvait chargé, les remplit loyalement
d'une manière aussi louable pour lui que pour son pays; il attaqua et mit en fuite la
bande de pillards au moment où elle traversait la frontière, et fit prisonniers leur soi-
disant généraux ainsi qu'un bon nombre d'hommes.

O'Donoghue s'échappa en se réfugiant de ce côté-ci de la frontière, mais il fut arrêté
dans la soirée par une troupe de métis français. Durant la nuit, par un malentendu
regrettable, mais exempt de mauvaise foi, il fut mené à la frontière et remis entre les
mains des autorités militaires américaines.

Pendant ce temps-là les paroisses françaises complétaient les arrangements que l'on
m'avait assurés en vue de se faire. Dans l'après-midi du 8 courant, vers quatre heures
de l'après-midi, M. Royal, Orateur de l'Assemblée Législative, M. Girard, Trésorier Pro-
vincial et divers autres représentants des paroisses françaises, vinrent me voir pour me
dire qu'un grand nombre de métis français s'étaient réunis sur la rive droite de la Rivière
Rouge et désiraient m'assurer personnellement de leur loyauté et m'offrir leur service
pour défendre le pays. Je m'y transportai sur le champ, accompagné du Capitaine
McDonald, commandant le fort Garry en l'absence du Major Irvine. Je trouvai réunis
sur la côte deux cents Métis français de l'apparence la plus respectable; cinquante
d'entre eux étaient à cheval et nombre d'autres avaient leurs armes.

Je fus accueilli par un feu de joie.

M. Girard, prenant la parole au nom de l'assemblée et au nom des métis français de
toutes les paroisses, fit alors connaître la loyauté et le dévouement des métis de toute
origine au milieu d'applaudissements nombreux et de beaucoup d'enthousiasme; il m'as-
sura que tous se ralliaient à la défense de la couronne, et étaient prêts à faire leur devoir
de loyaux sujets en repoussant toute invasion qui pourrait aujourd'hui ou plus tard
être complétée contre le pays.

Je remerciai cordialement la nation de l'assurance que je recevais en son nom, et dis
que je ferais certainement connaître cette manifestation de ses sentiments à Son Excel-
lence le Gouverneur Général.

S'il s'est trouvé dans cette assemblée, et je crois le fait, quelques personnes dont la
position exceptionnelle à pu porter O'Donoghue à espérer la co-opération, la présence de
ces personnes n'a fait que donner un caractère plus éclatant à la démonstration, et enlève
le dernier espoir aux mécréants qui ont envahi le pays d'être aidés ou de recevoir aucune
sympathie quelconque de qui que ce soit de notre population.

Lundi les troupes rentrèrent au fort, et les volontaires de Winnipeg retournèrent
chez eux reprendre leurs occupations ordinaires.

Je regrette d'avoir à vous informer que le même jour, les autorités civiles américai-
nes à Pembina, entre les mains de qui le colonel Wheaton avait dû remettre ses prison-
niers, relâchèrent ces maraudeurs pour des motifs qu'il m'est impossible de comprendre, et
que l'un d'eux, O'Donoghue, est resté dans les environs de Pembina attendant une
occasion favorable pour renouveler l'attaque. Cependant l'invasion actuelle est finie, et
si elle se renouvelle, ce ne sera pas maintenant. Si les feniens étaient des hommes mus
par la raison, jamais aucune invasion ne se renouvellerait plus; mais tel n'est pas leur
mobile. Ils veulent profiter, pendant qu'ils le peuvent, de la simplicité de leurs dupes,
et espèrent aussi au moyen de l'excitation remplir leurs coffres vides. Il n'y a plan ni
assez criminel ni assez insensé pour les empêcher d'essayer.

Soyez sûrs que je veillerai à votre sûreté. Si le danger revient, je vous ferai un
nouvel appel, et vous y répondrez encore en hommes de cœur, pleins de loyauté et de
patriotisme.

La REINE met sa confiance dans la fidélité de son peuple de cette Province quelle
que soit l'origine des individus.

ADAMS G. ARCHIBALD,

Lieutenant Gouverneur.